

**DÉLIBÉRATION DE\_2021\_066**

L'an deux mille vingt-et-un et le vingt-huit septembre, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à 18 heures 30, en session ordinaire à la SALLE DES FÊTES DE MINZAC sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 22 septembre 2021

Présents : Georges MADELAINE, Ghislain PANTAROTTO, Sylvie CROSSOIR, Marcel LESBÉGUERIES, Didier MOREAU, Jean-Luc FAVRETTO, Marie-Catherine ROHOF, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Karine LEY, Annie MAIGRE, Éric REY, Jean-Louis REY, Thierry BOIDÉ, Marc GRANDY, Éric FRÉTILLÈRE, Dominique POINTET, Abel BARAT, Jean-Pierre CHAUMARD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Yves JACQUELIN

Pouvoirs : Michel FRICHOU par Sylvie CROSSOIR, Hélène DONADIER par Jean-Luc FAVRETTO, Jean-Thierry LANSADÉ par Marie-Catherine ROHOF

Secrétaire : Jean-Pierre CHAUMARD

Membres en exercice : 32 Présents : 23 Votants : 26 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 26

**OBJET : PROVISIONS POUR CRÉANCES POUR TOUS LES BUDGETS DE LA  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON**

Monsieur le Président indique au Conseil Communautaire que des recettes font l'objet de poursuites contentieuses auprès des redevables chaque année.

Les sommes à recouvrer dans de telles circonstances sont qualifiées de « créances douteuses » et dans ce cas il est recommandé de constituer des provisions afin d'anticiper un éventuel impayé définitif qui pourrait finir en admission en non-valeur.

Le Code Général des Collectivités locales a retenu comme une dépense obligatoire, les dotations aux provisions pour « créances douteuses ».

Monsieur le Président indique que Monsieur le Trésorier a proposé de retenir une méthode progressive de provisionnement, sauf pour les créances particulières (qualifiées ainsi en raison de leur montant, de leur situation en litige ou en procédure collective), comme indiqué ci-dessous :

ANCIENNETÉ DE LA CRÉANCE	PART DE PROVISIONNEMENT
Créances de l'année en cours	0 %
Créances émises en (n-1)	5 %
Créances émises en (n-2)	15 %
Créances émises en (n-3)	20 %
Créances antérieures	50 %

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accepte ces propositions.

Le Président,  
Thierry BOIDÉ